

Les Marchés agricoles Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

En avril 2006, grâce à un financement de 35 000 \$ du Conseil de l'adaptation agricole, 40 dirigeants de marchés agricoles de l'ensemble du Canada (toutes les provinces étaient représentées) se sont réunis à Brampton, en Ontario. Ils ont discuté de la situation des marchés agricoles dans leur propre province, des activités d'une association provinciale s'il en existait une, en plus du besoin évident et croissant d'une association nationale des marchés agricoles. Les Marchés agricoles du Canada (MAC) ont pris naissance, et un conseil d'administration et un président fondateurs ont été mis en place. Le conseil d'administration de l'organisme s'est réuni à Moncton, au Nouveau-Brunswick, en octobre 2006, grâce à un financement de 15 000 \$ du Conseil canadien de la gestion d'entreprise agricole, et le conseil d'administration, avec l'aide d'un consultant du Nouveau-Brunswick, a élaboré un plan stratégique quinquennal, ainsi que les statuts des MAC. Le Plan stratégique a été créé dans l'espoir qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada pourrait nous aider à faire nos premiers pas critiques. En 2008, Agriculture et Agroalimentaire Canada nous a remis plus de 400 000 \$, et nous avons réalisé ce qui suit : 1. Nous avons reçu l'approbation de notre Plan stratégique et de nos statuts par toutes les provinces. 2. Nous avons embauché des consultants pour faire des études de marché et une étude d'incidence économique. 3. Nous avons constitué notre organisme en société. 4. Nous avons élaboré et lancé notre site Web. 5. Nous avons créé notre logo bilingue. 6. Nous avons engagé un directeur général temporaire pour travailler avec les dirigeants des marchés agricoles de toutes les régions de l'Ontario pour déterminer les grands enjeux et régler les problèmes. Notre étude d'incidence économique a révélé l'existence de 550 marchés agricoles au Canada, dont les ventes totales annuelles s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars, et dont l'incidence économique nationale est 3,09 milliards de dollars. Nous avons alors communiqué avec le ministre de l'Agriculture Gerry Ritz pour obtenir du soutien afin de poursuivre notre bon travail des deux années et demi précédentes et nous avons été avisés de demander du financement national au Programme canadien d'adaptation agricole (PCAA). Nous avons présenté un programme quinquennal exhaustif (2009-2014) au PCAA, qui a été finalement rejeté. Nous nous sommes adressés plusieurs fois au ministre Ritz, mais cela ne nous a menés nulle part. Les portes étaient fermées! Nous sommes un organisme national formé d'un conseil d'administration dont les membres travaillent fort et sont déterminés, mais nous n'avons pas d'argent pour poursuivre notre travail pour mettre à profit les fonds que nous avons reçus du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire (PASCAA) en 2008. Notre organisme fonctionne au moyen de téléconférences qui réunissent les membres du conseil d'administration une ou deux fois par année pour nous tenir au fait, mais il n'est pas possible de créer un programme national. Les Marchés agricoles du Canada sont sur le point de s'effondrer : notre étude économique, notre organisme constitué en société, notre logo, notre site Web et notre désir vont bientôt disparaître. Les collectivités ont besoin de nous pour favoriser le développement économique; les agriculteurs ont besoin de nous pour les aider à commercialiser leurs produits, les consommateurs ont besoin de nous pour satisfaire leur appétit d'aliments locaux frais qui leur sont livrés par de vrais agriculteurs et nous sommes incapables de répondre à aucun de leurs besoins. Nous avons reçu un soutien du critique du Nouveau Parti

démocratique en matière d'Agriculture et, malgré ses efforts, le ministre a fait la sourde oreille à ses appels et aux nôtres. Nous prévoyons devoir aviser bientôt l'Agence du revenu du Canada de la dissolution de notre société et nous nous attendons de fermer notre site Web. Nous allons aviser également les milliers de dirigeants de marchés agricoles et de fournisseurs du Canada en conséquence. Nos agriculteurs, les vrais héros dans nos marchés, seront les plus désappointés. Respectueusement et avec tristesse, Robert Chorney, ancien président et directeur général actuel (bénévole non rémunéré).

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?